

Transition au Mali : les sanctions de la CEDEAO suscitent solidarité, appel au dialogue et inquiétudes

L'annonce de sanctions contre la junte au pouvoir au Mali continue de susciter des réactions diverses. Le colonel Assimi Goita appelle les Maliens à une "mobilisation générale" ce vendredi 14 janvier sur tout le territoire et à la prière pour trouver un consensus suite à l'annonce par la CEDEAO de sanctions contre la junte au pouvoir au Mali. Les chefs d'États et des gouvernements des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont adopté dimanche de lourdes sanctions contre le Mali en réponse au retard pris dans la tenue des élections après une transition de 18 mois.

(Source : <https://www.bbc.com/afrique/region-59972908>)

Après les sanctions, quelles conséquences pour l'économie malienne ?

Durement sanctionné par les pays d'Afrique de l'Ouest, le Mali est plus que jamais isolé au sein de la sous-région et risque de se retrouver à court de liquidités, une situation qui pourrait rapidement conduire à l'asphyxie économique du pays. La communauté des États d'Afrique de l'ouest (Cédeao) a imposé à Bamako dimanche un embargo sur les échanges commerciaux et les transactions financières, afin de sanctionner le projet de la junte de continuer à diriger le pays pendant plusieurs années au lieu d'organiser prochainement des élections.

(Source : <https://information.tv5monde.com/infol/apres-les-sanctions-quelles-consequences-pour-l-economie-malienne-440342>)

Sanctions de la Cédéao contre le Mali: quelles conséquences pour les échanges avec la Côte d'Ivoire

Le Mali et la Côte d'Ivoire entretiennent d'importantes relations commerciales. Comme les ports de Dakar ou de Tema, le port d'Abidjan sert aussi de point d'entrée maritime au Mali. Les sanctions décrétées par la Cédéao contre la junte malienne auront donc aussi des conséquences en Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire exporte notamment vers le Mali des huiles animales et végétales, dans ce secteur toutes ne sont pas concernées par l'embargo. C'est aussi le cas des produits pétroliers.

(Source : <https://rfr.myl/84ay>)

ONU : Le Mali divise le Conseil de sécurité

La situation au Mali et la présence des paramilitaires russes du groupe Wagner divise les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies, réunis ce mardi sur la situation au Mali. Lors de cette réunion, le représentant de l'ONU au Mali a briefé le Conseil de sécurité. Selon lui, l'organisation continuera à œuvrer aux côtés des autorités maliennes, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union africaine (UA) pour sortir de l'impasse. Après tout, « le soutien à la transition est bien inscrit au mandat de la MINUSMA », a-t-il rappelé.

(Source : <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/onu-le-mali-divise-le-conseil-de-securite/2471545>)

SANCTIONS DE LA CEDEAO CONTRE LE MALI, ON Y PERD TOUS !

Le gouvernement de transition au Mali a appliqué la réciprocité aux pays de la CEDEAO en fermant ses frontières avec les États de l'union, après les sanctions prononcées contre Bamako. Dans l'application de ces mesures, les Maliens, pour ne pas dire tous les Ouest-Africains, vont y perdre. Les coups pleuvent de partout. Entre le gouvernement de transition installé par la junte au pouvoir et les instances dirigeantes de la sous-région, on ne se fait plus de cadeau. Aux mesures asphyxiantes prises dimanche par la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine), les militaires ont apporté la réplique, hier.

(Source : <https://www.senepus.com/opinions/sanctions-de-la-cedeao-contre-le-mali-y-perd-tous>)

Nb: le contenu des articles n'engage que leurs auteurs.